



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/17426
29 août 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 AOUT 1985, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'AFRIQUE DU SUD AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A la demande de l'honorable R. F. Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qu'il vous a adressée le 28 août 1985.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe en tant que document officiel du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) Kurt Von SCHIRNDING

Annexe

Lettre datée du 28 août 1985, adressée au Secrétaire général
par le Ministre sud-africain des affaires étrangères

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 569 (1985) adoptée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 26 juillet 1985, ainsi qu'à la déclaration dont le Président du Conseil de sécurité a donné lecture le 21 août 1985, lors de sa 2603ème séance, et tiens à formuler les observations suivantes :

Dans la mesure où lesdites résolution et déclaration contreviennent au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat Membre, tel qu'il est inscrit dans la Charte des Nations Unies, le Gouvernement sud-africain les rejette l'une et l'autre comme illégales et inacceptables. En outre, elles posent un dangereux précédent, le Conseil de sécurité prétendant dicter à un Etat souverain, sous la menace de sanctions, la manière dont il doit conduire ses affaires intérieures.

Les critères définis par le Conseil de sécurité dans la résolution considérée sont également suspects, dans la mesure où l'une des conditions auxquelles on demande à l'Afrique du Sud de satisfaire en instaurant une "société libre, unie et démocratique sur la base du suffrage universel" n'est pas remplie par un grand nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

De plus, la résolution est fort déraisonnable et dangereuse, car elle demande que soient prises des mesures punitives qui, si elles sont appliquées, peuvent avoir des effets funestes sur l'économie et la stabilité des Etats voisins de l'Afrique du Sud.

N'en déplaise au Conseil de sécurité, c'est un fait que la République d'Afrique du Sud, en raison, notamment, de sa situation géographique, de sa relative puissance économique, de sa compétence technique dans tous les domaines importants de la vie et de son vaste réseau de transport, joue un rôle important, sinon indispensable, dans la vie économique de nombreux Etats de la région d'Afrique australe.

Si des sanctions devaient être imposées à l'encontre de la République sud-africaine, comme le demande instamment le Conseil de sécurité, telles que la suspension de tout nouvel investissement, il faudrait alors à l'évidence que celle-ci réserve tous les fonds disponibles pour les besoins de sa propre population en rapide expansion. Dès lors, elle ne serait plus en mesure de continuer d'accorder des prêts et une aide financière aux Etats voisins et à d'autres Etats africains géographiquement moins proches. De même, dans une telle éventualité, préférence serait donnée à la main-d'œuvre sud-africaine, compromettant ainsi les possibilités d'emploi actuellement offertes à des centaines, des milliers de travailleurs immigrés, venant d'Etats africains voisins qui, comme on le sait, par leurs envois de fonds réguliers, font vivre des millions de personnes, qui sont à leur charge dans les pays voisins. On évalue à 10 millions le nombre des Africains ainsi entretenus par le million et demi de travailleurs expatriés qui bénéficient d'un emploi dans la République sud-africaine.

/...

Je tiens à préciser que le Gouvernement sud-africain est toujours fermement résolu à aider et à soutenir, autant qu'il le peut, les pays voisins d'Afrique australe dans les domaines financier et commercial, comme dans ceux du développement économique, de l'emploi, des transports, des communications, de la fourniture d'électricité, de la médecine, de l'agriculture notamment. Il est prêt à développer encore cette coopération, dans la mesure du possible. Le gouvernement demeure également convaincu que les pays d'Afrique australe doivent résoudre les problèmes de la région eux-mêmes, sans ingérence extérieure.

Toutefois, si l'économie sud-africaine est sérieusement touchée par les mesures déraisonnables préconisées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 569, la région d'Afrique australe dans son ensemble connaîtra la stagnation, la régression et une pauvreté croissante. La responsabilité en reviendra au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Enfin, le Gouvernement sud-africain rejette l'accusation qui lui est faite dans le préambule de la résolution, suivant laquelle l'instauration de l'état d'urgence dans certaines zones de la République "constitue une grave détérioration de la situation" dans ce pays. L'état d'urgence a été instauré, au contraire, pour lutter contre une situation d'anarchie dans les townships noirs, qui se traduit notamment par des assassinats sauvages, des meurtres, des incendies criminels, la destruction de biens publics et privés et une vaste opération d'intimidation menée par les Noirs entre eux. L'état d'urgence sera levé dès que ces désordres se calmeront.

En attendant, le gouvernement continuera de rechercher le moyen de conduire des consultations avec les représentants de l'opinion noire, en vue de trouver une solution au problème du plein exercice des droits économiques, civils et politiques par tous les groupes de population du pays, sans qu'aucun prenne le pas sur un autre et sans que l'économie sud-africaine en souffre. C'est là nécessairement un problème qui devra être résolu par les Sud-Africains eux-mêmes, sans ingérence extérieure.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document officiel du Conseil de sécurité.

(Signé) R. F. BOTHA

